



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

28-11-2016

*Communiqué du Parti
Révolutionnaire
COMMUNISTES de Loire
Atlantique*

Nous partageons la douleur et la peine des familles durement touchées par le décès de leurs proches survenu dans le service d'hématologie du CHU de Nantes. Nous assurons de notre soutien le personnel du service de l'hôpital profondément affecté.

Ces décès montrent les conséquences dramatiques des politiques d'économies drastiques imposées au système de santé. Toutes les réformes qui se succèdent depuis plus de 20 ans : Plan Juppé 1995, Plan Mattéi "Hôpital 2007, Loi Hôpital, Patients, Santé, Territoire de 2009, Loi Santé de 2015, réduisent les budgets de la Sécurité Sociale. Leur objectif est de casser le service public de santé et de faire de l'Hôpital Public une entreprise capitaliste soumise, comme toutes les entreprises capitalistes, à l'obligation de productivité et de rentabilité.

Les milliards d'économie pour combler le "trou" de la Sécurité Sociale sont supportés principalement par l'hôpital public et se font au détriment des patients. Diminution de l'offre de soins par la fermeture de services, suppression de 16 000 lits de médecine et de chirurgie pour 570 millions d'€ d'économies. 260 millions d'économies sur la prescription de médicaments et leur gestion. La réduction des stocks fait courir des risques de rupture d'approvisionnement qui peut avoir des conséquences dramatiques. Il est impossible d'énumérer les 50 mesures d'économie programmées par la loi de financement de la Sécurité Sociale qui va impacter l'ensemble du système de santé et les conditions de travail des hospitaliers que la suppression de 22000 postes va encore dégrader.

Ces mesures se font au nom du soit disant déficit de la Sécurité Sociale. C'est faux!!! La Sécurité Sociale ne serait pas déficitaire si l'argent qui lui revient n'était pas détourné par les multinationales avec l'aide du gouvernement. Celui-ci a fait cadeau de 60 milliards d'€ d'exonération de cotisations sociales patronales rien qu'en 2015. Sur les dix dernières années, le montant atteint les 210 milliards d'€ (chiffres officiels).

Il faut revenir à la loi de financement de la Sécurité Sociale : 50% payés par les salariés, 50% par les entreprises. Il faut rendre aux assurés la propriété de la Sécu... Les administrateurs de la Sécu doivent être élus par les assurés.

Nous affirmons que les moyens existent pour développer une véritable politique de santé, assurer le droit à la santé pour tous.

Il est urgent d'engager la lutte politique pour redonner à la Sécurité Sociale le rôle qui lui est dévolu : assurer une protection sociale de haut niveau, l'accès à la santé pour tous.